

l'échelle planétaire, l'entrée de la Chine antisoviétique dans l'arène politique internationale signifie pour les États-Unis qu'ils n'auront plus à faire cavalier seul pour sauvegarder la sécurité mondiale. Sur le plan régional, la participation du Japon aux affaires de l'Extrême-Orient a pour conséquence de créer une nouvelle sphère d'influence. Le Japon et les États-Unis ont tous deux été avisés que la Chine revendique Taiwan comme partie intégrante de son territoire; dernièrement, les Chinois ont même officialisé leur prétention en l'insérant dans leur nouvelle constitution. Dans les coulisses, ceux-ci admettent cependant qu'il leur faudra attendre le moment et la conjoncture internationale propices pour faire valoir leurs droits sur l'île. Pour obtenir que l'intérêt spécial qu'il porte à la Corée du Sud soit reconnu, il aura fallu que le Japon admette la domination chinoise en Corée du Nord.

L'entente ne pourra s'étendre à l'Asie du Sud-Est que si le Japon y consent. Les engagements économiques sont déjà de taille, mais le Japon préfère toujours ne pas confondre les considérations économiques et politiques. Il ne s'agit toutefois que d'une distinction artificielle, laquelle ne saurait être maintenue que de façon temporaire, en attendant l'élaboration d'une politique bien définie. Les événements ont déjà démontré à plusieurs reprises que l'expansionnisme économique du Japon se heurte au nationalisme des pays de l'Asie du Sud-Est. Le rêve d'une «sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale» que faisait le Japon avant et pendant la dernière guerre pourrait refaire surface sans que les États-Unis ou la Chine s'y opposent. Heureusement, l'entrée du Japon dans la nouvelle alliance avait peu de motivation politique ou d'impact stratégique sur le plan mondial. Lors d'interviews accordées à l'occasion de son passage à Tokyo pour l'échange de lettres de ratification, le vice-premier ministre Deng Xiaoping a tenu, au sujet de l'accord de sécurité réciproque entre le Japon et les États-Unis et de la force d'autodéfense japonaise, des propos bienveillants qui, de fait, ont indisposé nombre de partisans enthousiastes du traité, en particulier les communistes et les socialistes japonais.

Est-il besoin de le dire, le «nouveau trilatéralisme» en Asie constitue pour les États-Unis un maillon dans sa stratégie globale destinée à contenir l'URSS et à stabiliser les régions susceptibles d'agitation, afin de ne plus être entraînés inutilement vers des affrontements directs comme ce fut le cas au Vietnam. A Washington, on s'inquiète du piétinement des entretiens SALT II, de l'influence grandissante des Soviétiques en Afrique et du vieillissement de Brejnev. Les Américains semblent s'attendre à ce que le «nouveau trilatéralisme» oblige les Soviétiques à un rapprochement avec Washington et les ramène à des sentiments plus amicaux.

Mais les dirigeants soviétiques ont davantage à

craindre que leurs vis-à-vis américains. Leur influence en Europe a diminué et tout rôle en Asie leur est désormais refusé. Dans leurs démarches répétées pour se réconcilier avec la Chine, ils n'ont essuyé que rebuffades. Pour ajouter à leurs maux, la position adoptée par l'administration Carter à l'égard des droits de l'homme entre en conflit avec les affaires intérieures de leur pays. Pour la première fois depuis l'époque de Staline, la mentalité de siège se répand à nouveau.

Dans la perspective d'une politique d'équilibre des puissances, la stratégie soviétique a été mauvaise. En premier lieu, il leur faudrait admettre que la réconciliation avec la Chine est fort improbable dans un avenir prévisible. La «libéralisation» des Chinois aura pour effet de rapprocher ceux-ci davantage des capitalistes américains que de leurs cousins «révisionnistes» soviétiques. Le Japon représente le maillon le plus faible du «nouveau trilatéralisme» asiatique et il ne faut pas minimiser l'éventualité de sa neutralisation. Si l'Union soviétique décidait de leur rendre les îles septentrionales, de leur accorder de généreux droits de pêche et de leur offrir la possibilité d'entreprises conjointes pour l'exploitation des richesses naturelles, les Japonais pourraient être incités à dissiper le climat antisoviétique qui a entouré le nouvel arrangement «trilatéral». En fait, c'est l'URSS elle-même qui a enlevé aux politiciens et intellectuels de la gauche japonaise toute possibilité de démontrer à leurs concitoyens l'existence de relations amicales entre les deux pays. Les Soviétiques n'ont pas d'interlocuteur valable au Japon. Ni le Parti communiste, ni le Parti socialiste japonais ne se reconnaissent de liens avec l'URSS bien qu'ils s'opposent à ce que leur pays devienne une simple succursale des États-Unis.

#### Perspectives d'avenir et problèmes

Pour l'instant, le «nouveau trilatéralisme» aura pour effet d'instaurer la paix et la stabilité en Extrême-Orient. Les tensions au sujet de la Corée se sont déjà considérablement atténuées bien que la question de la reconnaissance du régime nord-coréen de Kim par le Japon et les États-Unis en contrepartie de la reconnaissance du gouvernement sud-coréen de Park par la Chine pourrait rester à l'ordre du jour dans le court terme. Il est du moins possible d'envisager que le Japon et la Corée du Nord aient certaines relations culturelles et économiques. Sur la rive continentale du détroit de Formose, Deng Xiaoping multiplie les gestes d'ouverture à l'endroit des dirigeants et des habitants de Taiwan. En donnant à ces derniers l'assurance qu'ils pourront conserver leurs structures socioéconomiques capitalistes, Pékin espère que d'éventuels pourparlers avec le Kouo-min-tang aboutiront à un règlement pacifique de la question. Mais on ignore encore comment réagiront les seize millions d'habitants de l'île, lesquels pourraient bien ne pas accepter facilement la transition. Cependant,